

Agreste Pays de la Loire

Janvier 2018

RICA 2015



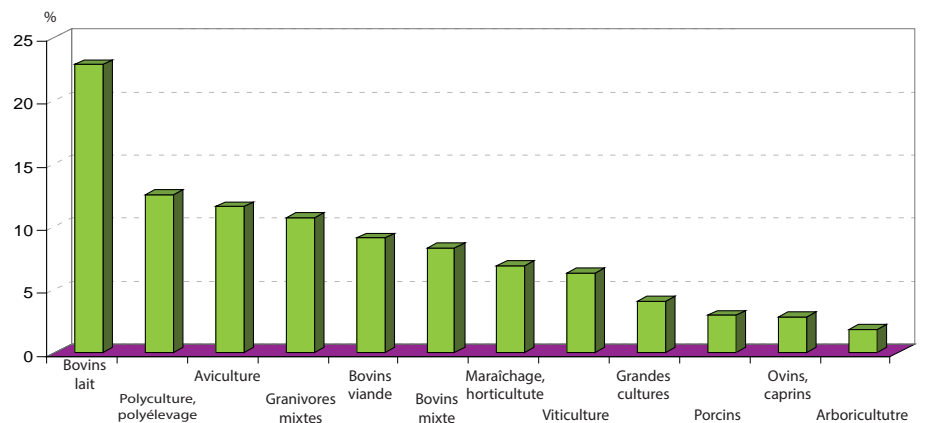
Chute du résultat dans les exploitations laitières

En 2015, le résultat courant moyen des exploitations du Réseau d'information comptable agricole des Pays de la Loire est de 42 200 €, soit 25 400 € par actif non salarié. Par exploitation, c'est 3 600 € de moins que la moyenne triennale 2012 à 2014. Le résultat régional est supérieur de 3 700 € au résultat national. Une exploitation sur deux enregistre une baisse de son résultat par rapport à 2014. Dans l'orientation lait, c'est le cas pour trois exploitations sur quatre. Une exploitation régionale sur dix constate des pertes. 31 % des exploitations céréalières sont déficitaires et 22 % des élevages porcins.

Des résultats en forte baisse pour les producteurs laitiers

En Pays de la Loire, le résultat moyen traduit à la fois des améliorations de résultats dans les élevages avicoles, en maraîchage et en viticulture, et des résultats en retrait dans les élevages spécialisés en lait ou en grandes cultures. La chute des résultats dans les exploitations laitières, - 24 % par rapport à 2014, impacte fortement le résultat régional. Cette orientation réalise 20 % de la production régionale et 23 % du résultat global. Les éleveurs laitiers en mode de production conventionnelle voient leur résultat chuter de 34 % par rapport à l'année 2014, année qui marque la fin de trente années de quotas laitiers. 7 % d'entre eux déclarent un résultat négatif : c'est un pourcentage élevé pour cette orientation qui affichait précédemment les taux les plus faibles.

Contribution des orientations de production à la formation du résultat courant 2015 en Pays de la Loire

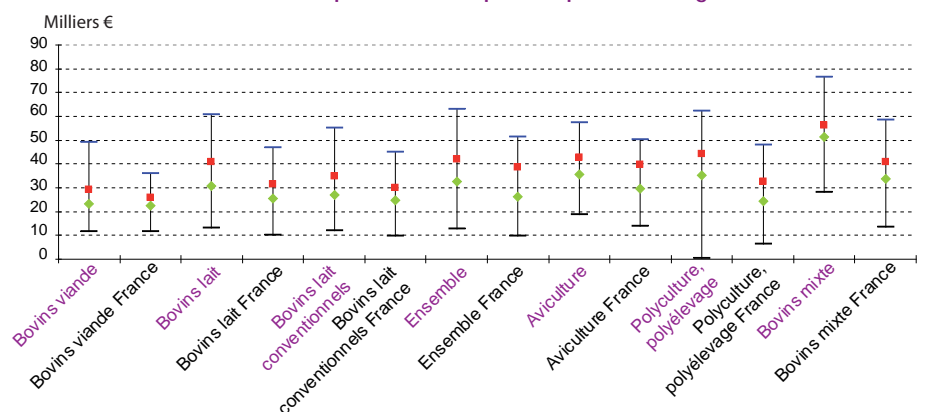


Source : Agreste - RICA

Des écarts de résultat qui s'accroissent

Toutes orientations confondues, l'écart de résultat moyen, entre le quart supérieur des exploitations les plus performantes et le quart inférieur est de 50 000 €. Il était de 43 000 € en 2014. Un quart des exploitations ligériennes dégagent moins de 12 900 € de résultat et un quart plus de 62 900 €, soit un rapport de 1 à 5. La dispersion augmente dans la plupart des orientations de production. Dans les élevages laitiers, spécialisés ou mixtes, les résultats baissent et se resserrent.

Des résultats plus élevés et plus dispersés en région



Guide de lecture (données France)

- Quart inférieur : en France 25 % des exploitations « Bovins mixtes » affichent un résultat inférieur à 13 500 €
- Quart supérieur : en France 25 % des exploitations « Bovins mixtes » affichent un résultat supérieur à 58 400 €
- ◆ Médiane : en France la moitié des exploitations « Bovins mixtes » affichent un résultat inférieur à 33 800 €
- Moyenne : en France le résultat moyen des exploitations « Bovins mixtes » s'établit à 40 700 €

Source : Agreste - RICA

Recul limité de la production régionale

La production en valeur, hors subventions, diminue dans la plupart des orientations sauf en maraîchage et en viticulture, orientations qui ont bénéficié de prix rémunérateurs en 2015.

La valeur moyenne de la production régionale, 277 900 €, se replie de 0,8 %. Les productions horticoles et viticoles augmentent respectivement de 9 % et de 8 %, alors que la valeur des produits animaux accuse une chute de 9 %. La production de lait bio, importante en région, permet

de contenir cette baisse qui est moins importante que celle enregistrée au niveau national, en particulier dans l'orientation laitière. La sortie des quotas laitiers au 1er avril 2015, la baisse des importations chinoises et l'embargo russe depuis 2014 ont entraîné une surproduction au niveau européen qui n'a pu être absorbée par la demande intérieure. En région, les livraisons de lait des exploitations conventionnelles s'accroissent de 1,6 %. En système fourrager à dominante maïs (sys-

tème M) (1) où le maïs représente plus de 30 % de la surface fourragère totale, la collecte de lait augmente de près de 3 %. Alors que dans les exploitations laitières, où la part de maïs fourrager est inférieure à 30 % (système H) (2), la collecte de lait diminue de 1 %. Tous systèmes confondus, les 1 000 litres de lait sont rémunérés à 323 € en 2015, soit 44 € de moins qu'en 2014. Dans les exploitations laitières conventionnelles, la production de lait, en valeur, chute de 12 %.

Hausse des charges dans les exploitations laitières

Toutes orientations confondues, les charges courantes se rétractent de 2 000 € en moyenne, par exploitation, pour s'établir à 270 400 €. Les charges d'approvisionnement, 122 300 €, liées à des facteurs conjoncturels favorables, diminuent de 4 600 €. La baisse du cours des céréales se répercute sur le coût de l'alimentation animale qui s'allège de quatre points. La baisse des cours du pétrole impacte directement la charge en carburant qui diminue de 17 points.

Dans les exploitations laitières, les charges courantes augmentent de 2 500 € et atteignent 239 000 €. Les charges de structure, en hausse de 5 %, pèsent

pour 60 % dans les charges courantes. On observe des évolutions contrastées selon les systèmes de production. Dans les systèmes H (2), la baisse des charges d'approvisionnement de 8 % conjuguée à la baisse des charges de structure de 3 % conduit à une réduction des charges courantes de plus de 5 %. Par contre, dans les systèmes M (1) les charges courantes augmentent de près de 4 %. Le coût des approvisionnements diminue de 2 % mais les charges de structure s'accroissent de plus de 8 %. Parmi ces charges de structure, on note une augmentation de la dotation aux amortissements, des travaux pour culture et élevage et des frais

d'entretien des bâtiments et du matériel, conséquences des investissements passés réalisés et de l'intensification de la production. La production en valeur chute de 9 % dans les systèmes H (2) et de 5 % dans les systèmes M (1). Les charges mieux maîtrisées pour les premiers, le résultat courant accuse une baisse de 15 %, contre 40 % pour les élevages du système M (1). Ramené à l'actif non salarié, le résultat dégagé dans les systèmes H (2), plus autonomes et économes en intrants, atteint 19 100 € contre 17 700 € dans les systèmes M (1).

Des exploitations dépendantes des aides

La part des subventions d'exploitation dans le résultat, 74 %, est stable par rapport à 2014. La dépendance des exploitations laitières aux aides s'accroît : cet indicateur s'établit à 85 %. En moyenne, 31 400 € d'aides sont octroyées aux exploitations agricoles au titre de l'exercice comptable 2015. Sans les aides versées par l'État et l'Union européenne, quatre exploitations sur dix ne dégageraient pas de résultat. Les éleveurs de

bovins viande sont particulièrement sensibles aux aides, 70 % d'entre eux constateraient un résultat négatif, contre 8 % après le versement des aides.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) est de 86 600 €, en recul de 1 900 € par rapport à la moyenne triennale. France entière, l'EBE s'élève à 75 700 €. Le taux de marge brute, rapport de l'EBE au produit brut, est stable, à 27 %. Ce taux moyen masque des évolutions contrastées selon

les orientations de production. Il s'améliore en maraîchage et en viticulture, alors que les exploitations laitières en système conventionnel affichent un taux de marge brute de 29 %, en baisse de six points. En système H (2), le taux de marge des exploitations laitières dépasse les 31 % et recule de trois points par rapport à l'année 2014.

Taux d'endettement et charge de la dette élevés

La capacité d'autofinancement induite par l'activité agricole, toutes orientations confondues, se replie à 81 400 €, soit 1 600 € de moins que la moyenne triennale 2012 à 2014. Elle représente plus de 57 % des ressources financières de l'exercice qui s'élèvent à 141 500 €. 36 000 € sont affectés à l'autofinancement de l'activité. 35 % des ressources

complémentaires proviennent des nouvelles dettes contractées au cours de l'exercice, soit 49 000 €, en hausse de 9 %.

L'évolution de la capacité d'autofinancement est du même ordre que celle de l'EBE. Dans les exploitations laitières, elle régresse de 14 %.

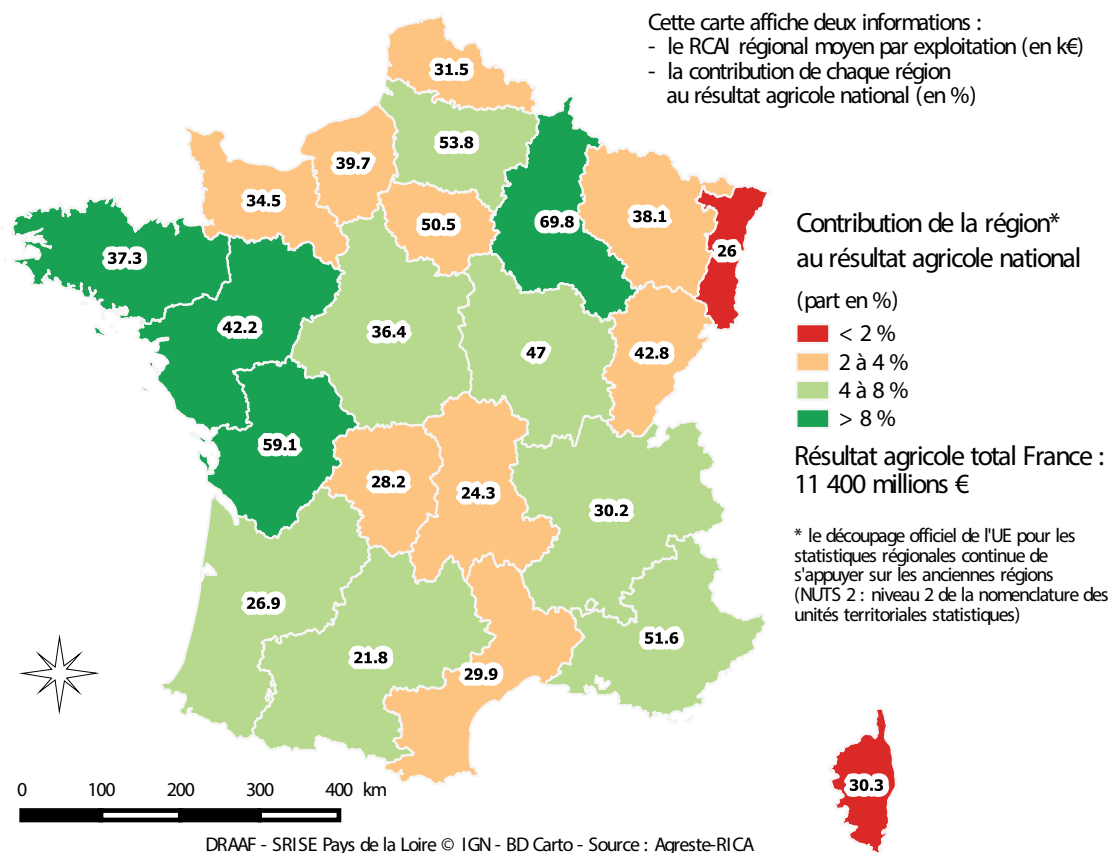
Le taux d'endettement régional est stable

à 52 %. Le poids de la dette demeure élevé : 53 % de l'EBE sont nécessaires pour rembourser les dettes de l'exercice. Ce taux frôle les 60 % dans les exploitations laitières conventionnelles dont les investissements régressent de 8 % sur l'année 2015.

(1) Système M : plus de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale, en moyenne 58 % de prairie, 42 % de maïs fourrager dans les exploitations laitières conventionnelles.

(2) Système H : moins de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale, en moyenne 77 % de prairie, 23 % de maïs fourrager dans les exploitations laitières conventionnelles.

RCAI moyen par exploitation en 2015 (en k€)



Méthodologie

Europe : le Réseau d'Information Comptable (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles. Réalisée dans les 27 états membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne. Cette analyse micro économique est réalisée auprès de 85 000 exploitations agricoles représentatives de près de cinq millions d'exploitations agricoles européennes.

Nouvelle typologie : la réforme de la politique agricole commune de 2003 instituant le découplage des aides liées à la production a conduit à abandonner le concept de marge brute standard (MBS) au profit de la production brute standard (PBS), pour la classification des exploitations. La nouvelle typologie européenne des exploitations agricoles s'applique depuis la diffusion des résultats 2010 du RICA.

Le champ couvert est constitué des moyennes et grandes exploitations qui sont classées selon leur spécialisation : l'orientation technico-économique (OTEX). Ce classement se fait à partir des PBS : une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse les deux tiers du total.

Les résultats 2015 du RICA ne peuvent être rapprochés de résultats antérieurs publiés sous l'ancienne nomenclature.

France : l'échantillon observé en 2015 regroupe 7 284 exploitations. Le champ couvert correspond aux 296 800 moyennes et grandes exploitations assurant 95 % de la production agricole.

Pays de la Loire : l'échantillon de 467 exploitations permet d'obtenir des résultats représentatifs régionalement pour les principales orientations technico-économiques. Il couvre un champ de 24 300 exploitations.

Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant et exprimées en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

RCAI : le résultat courant avant impôt est la différence entre les produits et les charges courantes. Il exprime une forme de revenu familial (les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites) qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres.

Subventions : dans le RICA, les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. Les nouvelles modalités de la PAC ainsi que la refonte du système de déclaration des surfaces ont entraîné un retard de paiement. Les aides du premier pilier, dues au titre de la campagne 2015, sont enregistrées au RICA. Les aides du second pilier sont estimées.

Ressources financières : elles proviennent de la capacité d'autofinancement dégagée au cours de l'exercice, des nouvelles dettes financières, des subventions d'investissement et des produits de cession d'actifs.

Taux d'endettement : il rapporte le total des dettes au passif du bilan.

RICA : résultats économiques des exploitations des Pays de la Loire en 2015 Moyennes par exploitation

	Toutes exploit.	Céréales, oléoprotéagineux	Maraîchage	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixte	Aviculture	Polyculture et polyélevage
Nombre d'exploitations représentées	24 279	2 157	455	5 733	3 189	1 512	2 770	2 918
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	91,8	109,7	17,6	104,9	100,0	140,5	50,7	115,8
dont : SAU en fermage	82,1	91,3	16,6	96,9	79,4	132,3	44,7	105,5
Effectifs animaux (en UGB*)	170,4	12,5	0,1	118,3	133,9	225,1	434,3	140,6
Nombre d'UTA **	2,3	1,3	5,7	2,1	1,4	2,1	1,7	2,8
dont : UTA non salariés	1,7	1,2	1,7	1,9	1,3	1,8	1,4	1,9
Financement et éléments du bilan (en milliers d'euros)								
Fonds de roulement	93,7	89,3	28,2	80,2	82,3	106,4	56,2	101,7
Capacité d'autofinancement	81,4	42,4	118,8	79,9	51,5	103,2	85,1	93,0
Autofinancement net	36,1	12,2	43,5	34,7	25,5	33,8	38,0	35,8
Actif immobilisé	318,1	157,0	174,3	351,7	293,5	476,8	269,1	361,4
dont : capital d'exploitation	294,3	111,6	165,0	327,8	262,7	457,8	254,4	333,8
Actif circulant	157,3	123,2	140,1	126,8	108,1	187,4	157,5	171,4
dont : stocks	88,1	70,5	31,0	66,3	71,6	125,4	74,7	88,5
Capitaux propres	226,4	176,0	88,3	240,8	254,9	337,6	132,1	238,0
Endettement total	251,6	106,4	228,9	240,6	147,2	330,4	298,2	297,2
Soldes intermédiaires de gestion (en milliers d'euros)								
Production de l'exercice (nette des achats animaux)	277,9	127,4	467,4	234,0	112,2	252,3	449,0	300,0
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,8	0,7	7,1	0,5	0,2	0,3	1,3	0,9
- Charges d'approvisionnement	122,3	54,2	121,6	84,6	40,4	99,6	29,3	122,9
- Autres achats et charges externes (n.c. fermage)	72,0	41,0	144,6	78,9	39,6	75,9	68,1	81,3
= Valeur ajoutée hors fermage	84,3	32,9	208,3	70,9	32,3	77,1	89,3	96,7
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Subventions d'exploitation, indemnités assurances	32,9	30,3	8,3	35,8	38,8	58,5	17,1	43,0
- fermage	12,9	14,9	9,3	13,1	10,9	17,3	6,7	16,3
- Impôts et taxes	2,6	2,7	1,6	2,4	1,5	2,9	2,0	3,0
- Charges de personnel	15,1	2,1	96,2	5,2	2,7	4,7	6,4	19,3
= Excédent brut d'exploitation	86,6	44,1	109,6	85,9	56,0	110,8	91,4	101,1
+ Transferts de charges et autres produits de gestion	0,3	0,5	0,5	0,2	0,1	0,2	0,3	0,4
- Dotations aux amortissements	38,4	26,8	41,2	38,5	22,6	46,3	42,3	49,3
= Résultat d'exploitation	48,5	17,7	68,9	47,6	33,5	64,7	49,4	52,2
+ Produits financiers	0,8	1,1	0,4	0,9	0,4	0,5	0,6	1,1
- Charges financières	7,1	3,1	4,5	7,7	4,6	9,0	7,2	9,3
= Résultat courant avant impôts	42,2	15,7	64,9	40,8	29,2	56,3	42,8	44,1

Source : Agreste - RICA 2015

* UGB : Unités gros bétail : 1 UGB équivaut à une vache laitière ; un ovin correspondant à 0,15 UGB.

** UTA : Unité de travail annuel. 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par 1 personne occupée à plein temps pendant une année.

Agreste : la statistique agricole

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information
statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Yvan Lobjoit
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard
Rédaction : Chantal Delacourt
Composition : Bénédicte Guy
Impression : SRISE à NANTES
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1956 - 7499
Prix : 2,50 €

